

SYRIE

Quatre nouveaux manifestants tués hier

Quatre personnes ont trouvé la mort hier en Syrie lors d'affrontements avec les forces de sécurité, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), cité par les agences de presse.

Selon un communiqué de l'OSDH, une personne a été tuée par des tirs des forces de sécurité dans le quartier de Barzé à Damas.

«Trois autres civils, dont un enfant, ont péri dans des violences similaires et dix autres ont été blessés à Inkhel» dans la région de Deraa (sud), a ajouté la même source.

Mardi, 20 personnes, 8 soldats et 12 civils dont une fillette, ont été tués à travers le pays, toujours selon l'OSDH.

A Homs (centre), les forces de sécurité poursuivaient hier leurs opérations pour tenter de rétablir l'ordre dans la ville, où plusieurs personnes ont été arrêtées.

La Syrie est confrontée depuis des mois à un mouvement de contestation émaillé de violences qui ont fait au total 3 500 morts depuis le début de la crise, selon l'ONU.

Damas attribue ces violences à des «gangs armés qui cherchent à déstabiliser le pays», dénonçant un «complot étranger» contre la Syrie.

Le gouvernement syrien accuse les Etats-Unis d'être impliqués dans les événements que connaît la Syrie depuis mars dernier, appelant la Ligue arabe à «condamner cette implication».

Par ailleurs, plusieurs dizaines de manifestants syriens ont empê-

ché hier au Caire une délégation d'opposants syriens, dont l'écrivain Michel Kilo et le militant Haitham Manaa, d'accéder au siège de la Ligue arabe où ils devaient être reçus avant une réunion samedi sur la Syrie.

Plusieurs personnes issues de l'opposition syrienne en exil ont lancé des œufs sur la délégation, et un seul de ses membres a pu entrer, a constaté un correspondant de l'AFP.

L'un des manifestants, Moumen Kwayfati, un opposant syrien basé au Caire, a qualifié les opposants pris pour cibles de «traîtres achetés par le régime», leur reprochant de ne pas demander le gel de l'adhésion de la Syrie à l'institution pan-arabe ni la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne. Ces mesures sont notamment récla-



mées par le Conseil national syrien (CNS), une coalition qui regroupe la majorité des courants de l'opposition au régime du président Bachar al-Assad. Haitham Manaa, un ancien détenu politique exilé en France, et Michel Kilo, basé en Syrie, militent pour le départ de M. Assad mais ni eux ni les autres membres de leur délégation n'ap-

partiennent au CNS. Le CNS a annoncé mardi avoir lancé une campagne auprès des pays arabes pour réclamer des mesures sévères contre le régime de Damas, après huit mois de violences ayant fait plus de 3 500 morts selon l'ONU.

Une délégation du CNS doit en outre se rendre au siège de la Ligue arabe où des réunions ministérielles sont prévues sur la Syrie les 11 et 12 novembre, pour réclamer que la Ligue arabe suspende l'adhésion de la Syrie et impose des sanctions économiques et diplomatiques au régime.

Le Conseil réclame également que le régime soit poursuivi par la Cour pénale internationale pour violations des droits de l'homme et «génocide» et appelle à soutenir les efforts de l'ONU en vue d'assurer une protection à la population civile en Syrie, à Homs en particulier. Il demande enfin à être reconnu comme «représentant légitime du peuple syrien et de la révolution».

Photo : D. R.

SELON LE PROCUREUR DE LA CPI

L'arrestation de Seif Al-Islam Kadhafi est «une question de temps»

Le procureur de la Cour pénale internationale (CPI) Luis Moreno-Ocampo a assuré hier que l'arrestation du fils et dauphin de l'ancien dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, Seif Al-Islam, n'était qu'une «question de temps».

«La question n'est pas de savoir s'il va être arrêté mais quand», a déclaré le procureur argentin à des journalistes lors d'une conférence au palais de la Paix à La Haye : «C'est une question de temps, Seif affrontera la justi-

ce, c'est son destin.» La CPI avait émis le 27 juin des mandats d'arrêt contre Mouammar Kadhafi, tué le mois dernier, Seif Al-Islam et l'ancien chef des services de renseignements libyens Abdallah Al-Senoussi, les soupçonnant de crimes contre l'humanité commis à partir du 15 février lors de la répression de la révolte dans leur pays. M. Moreno-Ocampo a rappelé hier avoir eu des «contacts» avec Seif Al-Islam via des intermédiaires au sujet de son éventuelle reddition. Le fils en fuite du colonel Kadhafi souhaitait savoir ce qui l'attendrait à la CPI s'il se rendait, a précisé le procureur.

«Nous suivons des informations sur leur localisation probable», a ajouté M. Moreno-Ocampo au sujet de Seif Al-Islam et Abdallah Al-Senoussi, assurant toutefois ne pas connaître l'endroit où les deux hommes se trouvaient.

Un responsable touareg avait affirmé fin octobre que Seif Al-Islam s'était rendu à la frontière du Niger pour y chercher refuge tandis que, selon des sources sécuritaires nigérienne et malienne, Abdallah Al-Senoussi serait passé du Niger au Mali, également fin octobre.

TUNISIE

Rejet de la demande de libération de l'ex-Premier ministre libyen

La cour d'appel de Tunis a «refusé la libération» de l'ex-premier ministre libyen Al-Baghdadi Al-Mahmoudi, hier, au lendemain d'un jugement autorisant l'extradition de l'ancien dirigeant vers la Libye, a-t-on appris auprès de la défense.

La cour «a refusé la libération de M. Al-Mahmoudi comme nous le demandions», a déclaré M^e Mabrouk Kourchid, l'un des avocats de l'ancien dirigeant libyen qui, a-t-il précisé, n'était pas présent à l'audience.

M^e Kourchid s'est insurgé contre le fait que le refus du juge de libérer son client avait été notifié à la défense «avant même qu'elle ne

commence sa plaidoirie». «Aucune explication ne nous a été fournie», a-t-il en outre déploré. La défense avait introduit une demande en appel de libération de M. Al-Mahmoudi après une mesure d'acquittement prononcée en octobre par la justice tunisienne mais qui n'avait pas été suivie d'effet, l'ex-Premier ministre étant demeuré en détention.

Pour justifier son maintien à la prison de la Mornaguia, près de Tunis, les autorités judiciaires tunisiennes avaient fait état d'une demande d'extradition émise par Tripoli, dont l'examen, initialement prévu le 22 novembre, avait été avancé au 8 novembre.

La défense a indiqué qu'elle allait désormais multiplier les démarches, tant sur le plan intérieur qu'international, pour tenter d'empêcher la signature par le président de la République par intérim, Foued Mebazaa, du «décret-loi» autorisant la remise effective de

M. Al-Mahmoudi à la Libye.

Elle a notamment demandé aux ONG de se mobiliser et a appelé les élus de l'Assemblée constituante issue des élections du 23 octobre «à tout faire» pour dissuader M. Mebazaa d'avaliser le jugement de la cour d'appel.

Amnesty International avait estimé, il y a quelques jours, que si M. Al-Mahmoudi «rentrait en Libye, il pourrait être exposé à de réels risques, de graves violations des droits de l'homme, notamment la torture (...), une exécution extrajudiciaire et un procès injuste».

SELON UN OFFICIEL RUSSE

Moscou ne soutiendra pas de nouvelles sanctions contre l'Iran

Moscou ne soutiendra pas l'adoption de nouvelles sanctions contre l'Iran après la publication d'un rapport de l'AIEA sur le programme nucléaire de Téhéran, a déclaré hier le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Guennadi Gatilov.

«Toute sanction supplémentaire contre l'Iran sera interprétée dans la communauté internationale comme un instrument pour changer le régime à Téhéran. Une telle approche est inacceptable et la partie russe n'examinera pas des propositions en ce sens», a-t-il déclaré à l'agence Interfax. Le vice-ministre a aussi mis en garde les pays occidentaux contre la tentation d'adopter des sanctions de manière unilatérale. «Nous considérons que le seul chemin possible pour une solution est le dia-

logue. Il faut amener les Iraniens à parler des vrais problèmes. Ce qui nous inquiète dans l'ensemble est le recours unilatéral des Occidentaux aux mesures de sanctions contre l'Iran, ce qui ne permet pas d'établir le dialogue», a-t-il dit.

Dans un rapport rendu public mardi, l'AIEA a émis de «sérieuses inquiétudes» concernant le programme nucléaire iranien, s'appuyant sur des informations «crédibles» indiquant que Téhéran a travaillé à la mise au point de l'arme atomique en dépit de ses dénégations répétées.

Le chef de la diplomatie française, Alain Juppé, a d'ores et déjà jugé que la saisine du Conseil de sécurité de l'ONU, où la Russie dispose d'un droit de veto, «s'impose», et a réclamé des «sanctions dures» et «sans précédent» contre Téhéran. Le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad a averti hier que son pays ne reculerait «pas d'un iota» sur

ce dossier, réaffirmant que l'Iran n'avait «pas besoin de la bombe atomique». Mardi, la Russie s'était emportée contre les nombreuses informations ayant filtré de ce rapport avant même sa publication, estimant que cela nourrissait les tensions internationales.

Il pourrait s'agir d'une référence aux propos du président israélien Shimon Peres qui avait averti dimanche que «la possibilité d'une attaque militaire contre l'Iran est plus proche qu'une option diplomatique» pour empêcher Téhéran de se doter de l'arme atomique.

Depuis Berlin, le président russe Dmitri Medvedev a mis en garde mardi contre «une rhétorique dangereuse», en référence aux menaces d'intervention militaire contre Téhéran, tout en admettant que l'Iran n'avait pas respecté tous ses engagements.

IRAK

Les forces américaines transfèrent leur principale base aérienne

L'armée américaine a remis aux soldats irakiens sa principale base aérienne, située à Balad, 70 km au nord de Bagdad, a indiqué hier un porte-parole militaire américain.

«Nous avons effectué hier (mardi) la passation de pouvoir de la «Base conjointe de Balad (JBB)», qui occupait 25 km², a-t-il dit.

Au plus fort de la présence américaine, il y avait 28 000 hommes en uniforme et 8 000 contractuels civils et selon lui, «en 2006, avec 27 500 départs et arrivées, Balad avait le second plus gros trafic au monde après l'aéroport de Heathrow à Londres», a-t-il expliqué.

La 332^e Air expeditionary wing, une unité de l'armée de l'air, a été la dernière à quitter la base. «Balad était le meilleur centre de soins et pouvait se targuer d'avoir pu garder en vie 98 % des soldats américains et irakiens blessés qui y étaient admis», a souligné le porte-parole.

L'ensemble des forces américaines doivent avoir quitté l'Irak à la fin de l'année, conformément à l'accord entre Bagdad et Washington.